

LE POINT DE VUE DES CHEFS DE RAYON

Avec
DISTRIPUS
Le spécialiste de l'outsourcing commercial

Les nouveautés vont-elles dynamiser votre rayon malgré la crise ?



Non "Les clients préfèrent se cantonner aux marques qu'ils connaissent déjà"
déclarent les sondés de la région Rhône-Alpes

Non "Le critère de sélection d'un produit est plutôt le prix"
déclarent les sondés des régions Nord et Est

Non "Le consommateur privilégie les MDD et les premiers prix"
déclarent les sondés de la région Sud

= "Il est très difficile de le savoir à l'avance"
déclarent les sondés de la région Nord

Oui "A condition de rester vigilants sur les prix"
déclarent les sondés de la région parisienne et du Nord

Oui "Tout dépendra des produits proposés et des PVC"
déclarent les sondés de la région Est

Oui "Malgré un pouvoir d'achat en baisse, les clients sont à l'affût des nouveautés"
déclarent les sondés des régions Nord, Sud et parisienne

Ci-dessus la réponse de 1047 chefs de rayon en grandes surfaces interrogés par Distriplus du 31 mars au 4 avril 2009.
Nombre de PdV interrogés : Auchan : 75 / Bureau Vallée : 30 / Carrefour : 200 / Carrefour Market : 25 / Champion : 175 / Cora : 49 / Fnac : 13 / Géant : 65 / Leclerc : 195 / Metro : 5 / Monoprix : 65 / Système U : 150

DISTRIPUS



Brigitte Burman, fondatrice de Distriplus, propose depuis 10 ans des forces de vente, supplétives ou permanentes, aux industriels de la grande consommation – des grands comptes comme des PME – qui souhaitent dynamiser leur chiffre d'affaires tout en optimisant leur retour sur investissement.
www.distriplus.org

● ACTUALITÉS | Business

Urbanisme commercial | Rapport Charié

La réforme de la loi Royer pour bientôt

C'est désormais chose faite : le député UMP Jean-Paul Charié, également président de la Commission d'examen des pratiques commerciales, a officiellement présenté à François Fillon son rapport sur l'urbanisme commercial intitulé "Avec le commerce, mieux vivre ensemble". Objectif affiché : abroger la loi Royer afin de se mettre en conformité avec Bruxelles, qui considère cette dernière comme une entrave au libre établissement. Mais pas seulement. « Il est urgent de restaurer en France l'image du commerce et celle des entrepreneurs, affirme Jean-Paul Charié. Nous ne pouvons plus imaginer développer un cœur de ville sans commerce. Nous avons oublié ces trente dernières années que les commerçants aident à la vitalité de nos communes. » Selon le député, d'ici à début mai, le Conseil d'Etat et les administrations centrales analyseront les 18 programmes d'action locale et les 11 articles de sa proposition de loi. Toutefois, avant la mise en œuvre d'une proposition de loi portée par la commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale, Jean-Paul Charié a déjà obtenu l'accord de Patrick Ollier, président de ladite commission, et des membres de celle-ci pour créer ensemble un groupe de travail auquel seront associés les sénateurs. Parallèlement, des groupes de travail sur

chacun des 18 programmes proposés dans son rapport seront constitués. « Nous devrions parvenir tous ensemble à élaborer une proposition de loi qui devrait faire l'unanimité à l'Assemblée nationale d'ici à la fin du premier semestre 2009 », se félicite Jean-Paul Charié, qui espère, grâce à cette méthodologie, que sa réforme sera plus rapidement adoptée.

Revenir à l'économie de proximité

La loi Royer n'ayant visiblement pas réussi à contenir le développement des grandes surfaces ni permis d'assurer le maintien des commerces de proximité en centre-ville, le député Charié entend être le maître d'œuvre d'une véritable "révolution" en matière d'urbanisme commercial. « A l'initiative du législateur et avec un nouvel état d'esprit où l'on n'est pas contre le fait d'entreprendre, je suis certain que nous allons arrêter cette espèce de spirale infernale aux mètres carrés, assure-t-il. Nous demanderons simplement aux acteurs de respecter des règles d'intérêt général. » En attendant, tous les grands groupes de distribution et les hard-discounters poursuivent leur course aux mètres carrés, mais cette fois-ci avec des magasins de proximité de moins de 1000 m² – ne nécessitant donc pas de CDAC – implantés dans les centres-villes. « Sans doute, mais à partir du moment où il y a une vitalité du commerce en centre-ville, tout le monde

en profite et cela favorise l'ensemble des commerçants, assure le député. Et quand le monde politique et économique comprend qu'il faut revenir à l'économie de proximité et au commerce de centre-ville, cela prouve que nous sommes bien dans l'air du temps et en corrélation avec l'évolution des consommateurs. » ●

Emmanuelle Evina



"Je suis certain que nous allons arrêter cette espèce de spirale infernale aux mètres carrés."

JEAN-PAUL CHARITÉ, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION D'EXAMEN DES PRATIQUES COMMERCIALES